

*Initiatives ministérielles*

elle-même, je suis persuadé qu'elle souscrirait à la protection d'un État souverain contre toute invasion.

Je ne crois pas que cela risque d'arriver pour le moment, car je doute que les forces irakiennes puissent écraser les forces multinationales qui sont déployées en Arabie saoudite et dans la région environnante, surtout les très puissantes forces américaines appuyées par celles d'autres pays. Donc, ces deux options pourraient être acceptables sous les auspices des Nations Unies, à savoir l'application des sanctions et la protection de l'Arabie saoudite contre toute attaque.

Toutefois, deux autres options, qui sont débattues dans les conseils et par les gouvernements du monde entier, présentent davantage de risques. La troisième option veut que les forces multinationales prennent l'offensive et chassent les forces irakiennes du Koweït. Je répète que ce serait là une manœuvre très dangereuse à ce moment-ci. Si une telle option devait être choisie, il faudrait qu'elle le soit non pas seulement par l'une ou l'autre des parties intéressées, mais bien par les Nations Unies et uniquement lorsqu'on aura peut-être épuisé beaucoup d'autres solutions possibles.

La quatrième option, qui est présentement à l'étude, veut qu'on utilise les forces non seulement pour chasser les Irakiens du Koweït, mais aussi pour destituer Saddam Hussein et renverser son gouvernement afin de l'empêcher de récidiver. Encore là, monsieur le Président, l'option est très dangereuse.

Sur les quatre options qui s'offrent à la force multinationale au Moyen-Orient, il est évident, à mon avis, que la première est tout à fait acceptable et que la deuxième l'est également, mais il faut examiner la troisième et la quatrième avec de sérieuses réserves et ne pas les envisager pour le moment.

Comme l'ont dit beaucoup d'autres députés, il faut tout tenter pour régler cette situation de façon pacifique. La motion à l'étude prévoit également le retrait immédiat et inconditionnel des forces irakiennes du Koweït. Eh bien, j'estime que nous devons tenter d'atteindre cet objectif par des mesures négociées et des sanctions.

J'ai remarqué aujourd'hui que le gouvernement irakien a offert de vendre son pétrole 21 \$ le baril, soit environ la moitié du prix mondial, dans un effort pour se gagner des alliés. J'espère qu'aucun pays ne se détournera du droit chemin pour accepter cette offre.

• (1650)

Si mes renseignements sont exacts, 85 p. 100 des recettes de l'Irak proviennent de la vente de pétrole. C'est en refusant d'en acheter que nous allons faire plier ce pays et lui faire entendre la voix de la raison. Lorsque je dis «lui faire entendre la voix de la raison», je veux dire plutôt la voix du bon sens. Si on tente de justifier ce que l'Irak fait aujourd'hui et a fait ces dernières semaines contre le Koweït, un jour, une plus grande puissance utilisera peut-être ce prétexte contre l'Irak lui-même. On ne peut pas recourir à une action militaire de ce genre simplement lorsque cela nous plaît et espérer que les gens ou que les pays oublieront. C'est pour cette raison que j'ai dit que certains font preuve d'hypocrisie. Les États-Unis appuient actuellement la prise de mesures multilatérales sous l'égide des Nations Unies, mais, dans le passé, ils ont pris des mesures unilatérales pour servir leurs propres intérêts. Cela est tout aussi inacceptable.

Malheureusement, les Nations Unies ne possèdent pas à l'heure actuelle la capacité de riposter, en recourant à des forces de maintien de la paix, à une attaque comme celle que l'Irak a lancée contre le Koweït. Il y a plusieurs années, l'ONU avait demandé à plusieurs pays du monde de désigner des forces de réserves pour les Nations Unies, de sorte qu'en cas d'incident comme celui-ci, cette force soit déjà entraînée et en place afin de pouvoir réagir immédiatement à la situation.

Notre pays, aussi bien sous le gouvernement libéral que sous le gouvernement conservateur, a fait savoir qu'il aurait des forces en attente et a toujours été disposé à réagir ainsi. Il n'y a pas eu suffisamment de pays pour le faire. Par conséquent, quand de pareilles invasions se produisent, cela amène des pays comme les États-Unis à intervenir unilatéralement à la demande de l'Arabie Saoudite pour protéger ce pays. Ce n'est cependant pas la façon la plus souhaitable de procéder si nous voulons éviter que des pays interviennent unilatéralement au lieu d'assurer la sécurité commune par l'intermédiaire des Nations Unies.

Il y a beaucoup d'autres situations que les Nations Unies ont été capables de résoudre ces dernières années. Par exemple, la situation en Afghanistan. Cela a beaucoup à voir avec la nouvelle attitude de l'Union soviétique. Nous devons en accorder le mérite au secrétaire général Gorbatchev de l'Union soviétique, et je profite